

Lutte de classe

Communiqué du site Internet *Lutte de classe*

Sans soutenir la candidature de Schivardi, ce qu'il dit est rigoureusement exact.

Schivardi a décidé de porter plainte pour diffamation et faux contre l'auteur d'un document adressé à des maires, un certain Nicolas Miguet, dans lequel il affirmait que Schivardi avait soutenu une coalition autonomiste aux élections régionales de 2004 (AFP et Associated Press du 24/02/07)

Les faits. Dans le texte que j'ai publié le 29 novembre 2006¹, j'avais pris soin après vérification de rectifier l'information erronée contenue dans l'éditorial du *Midi-Libre* du 20 novembre 2006 où il était écrit que Schivardi avait soutenu la coalition nationaliste Languedoc et Catalogne, et j'indiquais que s'il avait été pressenti pour être sa tête de liste aux élections régionales de 2004, finalement il s'était désisté, en précisant que cette coalition ne présentait pas les garanties nécessaires à la défense des services publics et des 36 000 communes, notamment, et qu'il avait rompu ses relations avec cette coalition sur une base politique, sans jamais la soutenir par la suite.

Les quatre articles que j'ai trouvés sur Internet et qu'une journaliste m'a envoyés sont en ligne dans le site, il est donc facile de prouver que Schivardi a raison de porter plainte pour diffamation et faux.

Quand je vous dis qu'il faut faire la part des choses, faire preuve de partialité, ce qui n'est pas toujours facile parfois par manque d'informations précises, et être objectif, mais dans cette affaire, les choses sont claires et sans appel, Schivardi n'a jamais soutenu cette coalition lors d'une élection, il a simplement entretenu des relations avec elle, ce qui n'est pas la même chose et n'a pas la même portée.

Cet acharnement contre Schivardi est ridicule, il est maire, il est donc dans la meilleure posture possible pour avoir les 500 signatures, il les a d'ailleurs, je le sais depuis hier après-midi, un militant du CCI-PT m'a envoyé un courriel dans lequel il me l'avait écrit.

LO se prend pour la seule organisation des travailleurs et méprise toutes les autres, la LCR prône une augmentation des impôts par la voix de Besancenot lors d'une émission télévisuelle, sans doute au nom "d'une meilleure répartition des richesses", quant au PT et à Schivardi, il se trouve qu'ils mènent la moitié du combat que je mène, celui contre l'Union européenne, ce qui ne me laisse pas indifférent.

Car nous aurions tort de prendre la chose à la légère. L'Union européenne est une menace sérieuse, il suffirait de faire disparaître la Constitution pour que l'ensemble des institutions ne soient plus sous le contrôle de l'Etat, non pas qu'il faille défendre l'Etat bourgeois, mais empêcher que l'Union européenne ne substitue son propre pouvoir au centre de décision politique de proximité que constitue l'Etat actuel et que l'on peut abattre plus facilement parce qu'il est davantage à notre portée dans tous les sens du terme, alors que l'Union européenne est à Bruxelles ou ailleurs en Europe, l'Union européenne pourrait le décider n'importe quand. Là où je suis en désaccord avec Schivardi et le PT, c'est que je considère que le meilleur moyen d'empêcher l'Union européenne de nuire, c'est de commencer par détruire l'Etat bourgeois. Pour le moment, l'UE agit par directives interposées, par milliers, si elle parvenait à ses fins, nous devrions lutter contre un pouvoir qui ne serait plus là mais quelque part, ailleurs, s'appuyant sur des portions des populations de 27 pays qui constituent l'UE dont les intérêts sont certes identiques mais qui ne s'expriment pas de la même manière étant données les différences économiques et institutionnelles qui existent d'un Etat à un autre, un pouvoir livré aux multinationales. En allant plus loin, imaginez qu'un des 50 Etats américains fassent sécession, mais Bush enverrait son armée et ce serait un nouveau Bagdad ! C'est pour dire en raccourci à quelles difficultés nous serions confrontés si l'Union européenne parvenait à ses fins.

Je ne me rallie pas à Schivardi, je parle des faits qui nous intéressent directement, comme je le fais habituellement. Si demain Besancenot était victime de la même cabale, j'aurais la même attitude qu'avec Schivardi, parce qu'il y a des points que je partage avec les programmes de la LCR et de LO, comme je peux en partager avec celui du PT, mais cela ne constitue pas un engagement de ma part vers un parti ou une organisation en particulier.

¹ (<http://www.meltl.com/service/schivardi291106.pdf>)

Aucun de ces candidats ne devrait connaître d'entraves à sa candidature quoique l'on pense de ces élections. En suivant ce qui se passe dans le monde, on s'aperçoit très vite que la plupart des élections sont contestées et contestables, même au CIO (Comité international olympique) les voix sont achetées ! Ne parlons pas de l'ONU !

En Inde par exemple, qui serait soi-disant la plus grande démocratie du monde, cela peut aller très loin. Dans mon village de pêcheurs, au Tamil Nadu, au mois d'octobre dernier, personne n'a voté à l'élection municipale, pourtant un candidat (DMK) a recueilli l'ensemble des suffrages de ce village. Explication : 60 pêcheurs avaient signé un engagement à soutenir un autre candidat, mais au dernier moment le candidat du DMK a versé 170 000 roupies au comité (panchayat) qui gère le village en échange du soutien de la totalité des pêcheurs. Celui-ci a accepté l'offre en se mettant au passage une partie de cette somme dans la poche, les pêcheurs ne se sont pas déplacés le jour du vote, le candidat du DMK s'est contenté d'ajouter sur son nom au moment du dépouillement des votes, le nombre de voix équivalent au nombre d'électeurs du village, en toute légalité.

Le Chief minister du Tamil Nadu est la troisième ou quatrième richesse de son Etat, comme quoi tout s'achète dans le vieux monde capitaliste.

Des lois ou des traités sont adoptées dans de nombreux pays sans avoir obtenu le soutien de la population, même le traité de Maastrich n'a été adopté que par 35% des électeurs en prenant en compte l'abstention. Des chefs d'Etat au service de l'aristocratie financière manipulent les institutions pour demeurer le plus longtemps possible au pouvoir, ils ont leurs réseaux, ils noyautent les médias et influencent les conseils d'administration des sociétés de communication et de production, par exemple la Fondation Saint-Simon qui finance MK2 Production.

Demander ou exiger que la loi soit respectée et la même pour tous les candidats, à l'exception de l'extrême droite, c'est la moindre des choses.

Je me réjouirais d'un taux d'abstention très élevé, comme je le ferais avec un bon score de Schivardi, Besancenot ou Laguiller. Le plus important à ce stade là, c'est de se manifester d'une manière ou d'une autre. Je peux adopter cette position, parce que je suis convaincu que la majorité de la population n'accepte pas ce qui se passe dans ce pays et ailleurs dans le monde.

Qu'elle le manifeste d'une façon ou d'une autre vaut mieux que de faire preuve de passivité ou de résignation. Nous allons avoir besoin d'aller au feu, nous ne vaincrons jamais autrement, et notre adversaire ne nous fera aucun cadeau, surtout s'il a compris que nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout de notre combat.

L'enjeu de ces élections, c'est en fait le troisième tour, car si elles avaient réussi à susciter un espoir chez la population, la déception pourrait se transformer en soulèvement à la moindre étincelle, à moins de considérer par avance que tout est foutu et que les masses vont se prendre un sacré coup sur la tête et ne pas s'en remettre avant des années. S'il arrive à être prouvé que la plupart des couches du prolétariat s'intéressent aux élections et en profitent pour avancer leurs revendications, sans se fier particulièrement aux médias, comme ce fut le cas lors du référendum du 29 mai 2005, cela peut aboutir à une nouvelle prise de conscience politique, ce qui ne signifie pas pour autant que cela se sera manifesté très clairement lors du premier tour, car les cartes sont brouillées, le jeu est truqué, la règle n'est pas la même pour tous.

Je pense que l'essentiel est que s'exprime le rejet de la politique du gouvernement actuel, qui sera poursuivie et amplifiée par Royal ou Sarkozy, pour préparer le mouvement ouvrier à l'affronter dans les meilleures conditions le prochain gouvernement. Pour livrer ce combat inéluctable et capital, aucun parti pris, préjugé ou sectarisme ne sera acceptable, voilà le sens de ce communiqué.

Tardieu Jean-Claude

Le 27 février 2007